

Le pouvoir
de la collaboration

11 au 17 mai
2025

20^{ans}
Semaine
des victimes
et survivants
d'actes criminels

Semaine des victimes 2025 - Programme des événements virtuels

Lundi 12 mai 2025

13 h 00 à 15 h 30 (HAE)

LANCEMENT OFFICIEL ET CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

MOT D'OUVERTURE

MOMENT DE RÉFLEXION

REMISE DES PRIX D'EXCELLENCE

DISCOURS D'OUVERTURE

Soutenir les victimes de crimes de violence conjugale dans la communauté africaine
(discours en anglais avec interprétation simultanée en français)

Dee Adekugbe (alias « Mama Dee ») est la fondatrice et directrice générale de Ruth's House, un refuge pour les familles d'ascendance africaine victimes de violence familiale.

Dans son discours d'ouverture, Mama Dee abordera la question de la violence familiale, un problème omniprésent qui touche des individus de toutes les cultures et de toutes les communautés. En particulier, elle parlera des facteurs culturels, sociaux et économiques uniques au sein de la communauté africaine qui peuvent créer des défis et des obstacles spécifiques pour les victimes qui cherchent de l'aide.

Pour relever ces défis, une approche multidimensionnelle qui englobe la sensibilisation, l'éducation, les services de soutien et l'engagement communautaire est requise. Dans cette optique, Mama Dee parlera du travail incroyable que son organisation accomplit pour fournir un soutien complet aux personnes d'ascendance africaine confrontées à des crises familiales et à la violence familiale, notamment par le biais d'un large éventail de services conçus pour aborder à la fois la prévention et l'intervention.





Dee Adekugbe (elle)
Directrice générale
Ruth's House Society

Dee Adekugbe (alias « Mama Dee ») est la fondatrice et directrice générale de Ruth's House, un refuge pour les familles d'ascendance africaine victimes de violence familiale.

Mama Dee est une leader et une collaboratrice communautaire très respectée qui s'est engagée à briser le cycle de la violence dans sa communauté d'un point de vue culturel et afrocentrique. À propos de la création de Ruth's House, Dee a

déclaré que « notre communauté a besoin d'une aide sur mesure centrée sur notre foi, notre culture et nos valeurs ainsi que sur le système canadien, et c'est pourquoi la Ruth's House existe. »

Mardi 13 mai 2025

11 h 00 à 12 h 30 (HAE)

ATELIER #1

Panel en ligne : Construire des services nationaux d'aide aux victimes et transformer les droits en un impact réel – une perspective européenne (*atelier en anglais avec interprétation simultanée en français*)

L'année 2025 marque le 40^e anniversaire de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir. C'est aussi le 35^e anniversaire de Victim Support Europe et de la Journée européenne des victimes.

Plus de 30 ans après que les États et la société civile ont convenu que la collaboration était essentielle pour venir en aide aux victimes d'actes criminels, ce panel explorera comment les services et les droits se sont développés en Europe, quels sont les principes et pratiques fondamentaux qui peuvent être appliqués dans le monde entier, et ce qui pourrait être les enjeux principaux sur lesquels se concentrer pour les décennies à venir.

Les panélistes examineront les développements selon leur perspective nationale, les principaux défis liés à la conception et à la mise en œuvre des droits et des services aux victimes, les solutions identifiées et les éléments nécessaires pour passer de la théorie et du droit à un accès véritable et significatif aux services de soutien pour toutes les victimes d'actes criminels.

À la fin de ce panel, les participant-es auront une meilleure compréhension:

- Des principes fondamentaux pour l'élaboration de politiques et de lois relatives aux victimes dans le cadre d'une approche centrée sur la victime, tels qu'établis par le droit de l'Union européenne et par les normes des Nations unies ;
- Des différentes approches nationales de politiques et de lois relatives aux victimes ;
- Du développement et fonctionnement de services nationaux d'aide aux victimes (à travers le prisme de deux modèles différents) ;

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.



- Des mécanismes de coopération aux niveaux national et local pour soutenir la conception de lois et de politiques ainsi que le fonctionnement des services.



Levent Altan, LLB

Directeur général, Victim Support Europe
Membre fondateur du Réseau international de soutien aux victimes du terrorisme et de la violence de masse et de Victim Support Asia

Levent a plus de deux décennies d'expérience dans les domaines de la justice, de la sécurité et des droits fondamentaux, notamment dans la fonction publique britannique et six ans dans le domaine de la justice pénale à la Commission européenne. En tant que directeur général de Victim Support Europe (VSE), il a fait progresser les travaux sur les politiques, la défense des droits, le renforcement des capacités et le soutien aux victimes d'actes criminels. Depuis les attentats de Paris en 2015, il a dirigé les initiatives antiterroristes de VSE, qui ont contribué à façonner les réponses de l'Union européenne, des Nations Unies et des gouvernements axées sur les victimes.

13 h 00 à 14 h 30 (HAE)

ATELIER #2

De la crise à la résilience : une approche centrée sur la victime pour se préparer et réagir aux événements de victimisation de masse (*atelier en anglais avec interprétation simultanée en français*)

Les incidents de victimisation de masse posent d'importants défis aux organismes d'intervention qui doivent fournir une aide rapide et efficace aux victimes, aux survivant-es, aux familles, aux premiers intervenants et premières intervenantes et aux collectivités touchées. Une approche centrée sur la victime est essentielle pour surmonter ces défis, en veillant à ce que les expériences et les voix des victimes éclairent à la fois la planification préalable et les stratégies d'intervention.

Ce panel explorera l'importance d'une approche centrée sur la victime dans les événements de victimisation de masse, en mettant l'accent sur la nécessité d'une collaboration multi-organismes et d'une planification préalable complète pour répondre aux besoins immédiats, à moyen, et à long terme des victimes. Les panélistes partageront leurs idées et les leçons tirées d'incidents passés, en mettant l'accent sur des stratégies qui renforcent la confiance du public en accordant la priorité aux droits et aux besoins des victimes, des survivant-es et de leurs familles. Les panélistes expliqueront comment ils ont utilisé leur voix pour défendre les droits des victimes, influencer les changements de politiques et promouvoir des approches collaboratives pour soutenir les victimes et les survivants. Leurs points de vue mettront en évidence l'importance d'une réponse coordonnée, respectueuse et inclusive qui non seulement répond aux besoins immédiats, mais soutient également le rétablissement et la résilience à long terme. Les participant-es seront équipés de stratégies concrètes pour défendre les droits des victimes et s'assurer que leurs voix restent au cœur de tous les efforts d'intervention.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.



Sue O'Sullivan (elle)

Présidente

International Network Supporting Victims of Terrorism and Mass Violence

Sue O'Sullivan est présidente du International Network Supporting Victims of Terrorism and Mass Violence et ancienne Ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels au Canada. Forte d'une carrière de 30 ans dans le domaine policier et ayant pris sa retraite en tant que chef de police adjointe à Ottawa, Sue a été une ardente défenseuse des droits des victimes et de la sécurité des collectivités. En tant qu'Ombudsman, elle s'est fait la porte-parole des victimes au niveau fédéral, formulant des recommandations percutantes en vue d'apporter des modifications législatives et politiques. Sue dirige également le groupe de travail national de l'Association canadienne des chefs de police et est vice-présidente du Réseau de préparation au contre-terrorisme. Son influence mondiale comprend des rôles au sein de Victim Support Asia et du groupe de discussion international sur les victimes de l'Opération Kenova.



Maureen Basnicki

Co-fondatrice

Secure Canada

Maureen Basnicki a cofondé Secure Canada (anciennement la Canadian Coalition Against Terror) en 2004, plaidant en faveur de lois et de politiques plus strictes pour lutter contre l'extrémisme et le terrorisme. Son mari, Ken Basnicki, était l'un des 24 Canadiens assassinés dans les attentats du 11 septembre. Maureen a fait pression avec succès pour que le 11 septembre soit reconnu comme une Journée nationale de service au Canada et a fondé la Fondation canadienne de la Journée nationale du service en 2013. Elle a comparu devant des comités parlementaires et a été largement citée dans les médias. En 2012, elle a reçu la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II pour ses efforts de lutte contre le terrorisme.



Maria McDonald (elle)

Maria McDonald est défenseure, avocate et membre fondatrice de l'alliance irlandaise pour les droits des victimes, avec plus de 18 ans d'expérience dans le domaine de la justice pénale et des droits des victimes. Admise au barreau irlandais en 2007, elle a influencé la législation au Parlement irlandais et a donné des conférences sur des sujets tels que le droit international des droits de la personne. De 2018 à 2023, Maria a dirigé des initiatives de soutien aux victimes pour la Police provinciale de l'Ontario. Elle est membre fondatrice du International Network Supporting Victims of Terrorism and Mass Violence, membre du groupe de discussion international sur les victimes de l'Opération Kenova en Irlande du Nord et conseillère auprès du Centre d'expertise de l'Union européenne pour les victimes du terrorisme. En 2023, elle a été détachée de la Police provinciale de l'Ontario auprès de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada pour une période de deux ans.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.





Pauline Okroglic
Juriste principale, Affaires européennes
France Victimes

Pauline Okroglic est une juriste dotée d'une vaste expérience en droit international et en aide aux victimes. Elle a rejoint France Victimes en 2018, passant d'assistante juridique à juriste principale spécialisée dans les affaires européennes. Dans le cadre de ses fonctions, elle collabore avec les professionnels du droit du réseau France Victimes et aborde des questions juridiques internationales et européennes complexes qui touchent les victimes. Son expérience antérieure comprend un stage de 10 mois au Tribunal pénal international pour l'ancienne Yougoslavie à La Haye et un travail avec Eurojust. Pauline est titulaire d'une maîtrise en droit pénal international et européen de l'Université de Limoges et a étudié le droit à la faculté de droit de l'Université de l'Oklahoma.

Mercredi 14 mai 2025

11 h 00 à 12 h 30 (HAE)

ATELIER #3

Répondre à une divulgation d'agression sexuelle chez les jeunes (*atelier en anglais avec interprétation simultanée en français*)

Cet atelier donnera un aperçu de la façon dont les professionnel-les en exercice devraient réagir lorsqu'une victime divulgue une agression sexuelle antérieure. L'atelier passera en revue les statistiques relatives aux agressions sexuelles et examinera pourquoi il s'agit d'un problème, particulièrement chez les jeunes, puis donnera un aperçu des meilleures pratiques en matière d'intervention à la suite d'une telle divulgation. Enfin, il abordera plus précisément la façon dont le programme d'intervention en cas d'agression sexuelle de la Family Services of the North Shore travaille en collaboration avec les équipes des soins infirmiers médicolégaux et des services de police au sein de sa communauté, ce qui constitue un bon plan d'aménagement pour les services collaboratifs en matière d'agressions sexuelles et de système de justice pénale.



Anna Nelson (elle)
Coordonnatrice, programme d'intervention en cas d'agression sexuelle
Family Services of the North Shore

Anna Nelson est la coordonnatrice du programme d'intervention en cas d'agression sexuelle de la Family Services of the North Shore, et a exercé une grande influence tout au long de sa création, en particulier en ce qui a trait aux liens avec d'autres organismes de la North Shore pour fournir des soins collaboratifs aux survivant-es. Anna Nelson est candidate à la maîtrise en counseling et son domaine de recherche est la violence conjugale, en particulier la violence sexuelle. En combinant son éducation et son expérience professionnelle, Anna offre un soutien émotionnel et pratique aux survivant-

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.

es de la North Shore et s'engage auprès de la communauté en faisant des présentations dans les écoles secondaires, d'autres organismes, etc.

13 h 00 à 14 h 30 (HAE)

ATELIER N°4

Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

En décembre 2020, un comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale déposait le rapport « Rebâtir la confiance ». Ce rapport soulignait les nombreuses difficultés vécues par les personnes victimes pendant le processus de justice et proposait 190 recommandations pour y pallier. La mise sur pied d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale était l'une des recommandations phare de ce rapport. Le gouvernement du Québec y donne suite en déposant le projet de loi 92. Le 25 novembre 2021, la *Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale* est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec.

Le présent atelier a pour objectif de présenter le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, lequel est actuellement déployé dans 21 des 36 districts judiciaires du Québec. Les mesures mises en place pour faciliter l'expérience des personnes victimes à travers le système judiciaire et pour mieux répondre à leurs besoins et à leur sécurité seront aussi abordées. L'intégration des services, la coordination des interventions de même que la concertation entre l'ensemble des acteurs sociojudiciaires sont au cœur du modèle d'accompagnement développé dans le cadre du tribunal spécialisé et seront mis de l'avant dans l'atelier. Le tribunal spécialisé repose sur un important travail de collaboration entre plusieurs ministères et partenaires intersectoriels tous appelés à contribuer au changement de culture et à l'amélioration des pratiques. Les présentatrices feront état de l'ensemble de ces contributions tout en présentant les défis et les conditions de réussite permettant de déployer un tribunal spécialisé innovant qui répond à l'objectif de rebâtir la confiance des personnes victimes à l'égard du système de justice criminel.

Claudine Simon

Coordonnatrice, Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale
Ministère de la Justice du Québec

Claudine Simon est criminologue. Elle a travaillé plusieurs années comme clinicienne et formatrice au service Côté Cour, service spécialisé en violence conjugale en milieu judiciaire criminel. Elle a aussi œuvré en recherche auprès des jeunes placés en protection de la jeunesse puis a travaillé à développer un modèle d'accompagnement pour les personnes victimes de violence conjugale dans les dossiers traités à la Cour supérieure du Québec. Depuis octobre 2021, elle a joint l'équipe du ministère de la Justice du Québec, chargé de la mise en place du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, à titre de coordonnatrice du projet.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.

Sophie Bergeron

Coordonnatrice à l'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale
Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

Sophie Bergeron est criminologue, diplômée de l'École de criminologie de l'Université de Montréal en 1999. Elle se spécialise rapidement en victimologie, après avoir œuvrée auprès des femmes délinquantes pendant quelques années. Elle œuvre au sein du Réseau des CAVAC depuis 2003 à titre de directrice générale du CAVAC Centre-du-Québec. Femme d'action et de passion, elle s'investit depuis plus de 20 ans dans toutes initiatives et projets visant à soutenir les personnes victimes, proches et témoins de crime dans leurs démarches de rétablissement.

Depuis l'automne 2022, elle représente et agit au nom du Réseau des CAVAC dans la mise en œuvre du beau et grand projet de société qu'est le Tribunal spécialisé en matière de violence conjugale et violence sexuelle.

M^e Jennifer Landry

Coordonnatrice du tribunal spécialisé
Directeur des poursuites criminelles et pénales du Québec (DPCP)

M^e Jennifer Landry est membre du Barreau du Québec depuis 2002 et procureure aux poursuites et pénales depuis 2003.

Au cours des 10 premières années de sa carrière, elle a travaillé dans les points de service de Québec, de Shawinigan et au Lac-Saint-Jean, traitant ainsi tout type de dossiers à la Cour du Québec, tant au niveau de la Chambre criminelle et pénale que de la Chambre de la jeunesse (volet délinquance). En 2012, elle s'est jointe à l'équipe du Bureau des affaires de la jeunesse ; en 2022, elle s'est jointe au Bureau des mandats organisationnels du DPCP où elle collabore à plusieurs mandats, dont celui en matière de violence sexuelle, et en 2023, elle a été coordonnatrice du tribunal spécialisé pour le DPCP.

Depuis plusieurs années, M^e Landry est une formatrice pour ses pairs et aussi pour plusieurs corps policiers. Tout au long de sa carrière au sein de l'équipe du DPCP, elle a été appelée à traiter des dossiers impliquant des victimes de crimes contre la personne.

Jeudi 15 mai 2025

11 h 00 à 12 h 30 (HAE)

ATELIER #5

Établir des connexions : Développer les liens communautaires pour le rétablissement des victimes (*atelier en anglais avec interprétation simultanée en français*)

Pour les victimes d'actes criminels, le chemin vers la guérison ne se limite souvent pas aux services cliniques. Les liens sociaux, l'engagement communautaire et les soutiens holistiques jouent un rôle essentiel dans la promotion de la résilience et du rétablissement à long terme.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.

Cependant, la fragmentation des services et le manque d'accès coordonné à des soutiens non traditionnels créent souvent des obstacles pour les victimes à la recherche de ressources utiles.

Cet atelier présentera le projet *Bridging Connections & Purpose to Rebuild Lives After Trauma* (traduction libre : Établir des connexions et un objectif pour reconstruire des vies après un traumatisme) (SACC-WE), financé par Femmes et Égalité des genres Canada. Ce projet a été conçu pour renforcer les services aux victimes au moyen d'un inventaire et d'une trousse d'outils intégrés de programmes et de ressources communautaires. La trousse d'outils sert de guide pratique pour identifier les soutiens communautaires pertinents, favoriser les partenariats avec les fournisseurs de services et de programmes, et fournir aux fournisseurs de services des stratégies pour aider les client-es à naviguer et à accéder à des ressources de rétablissement non cliniques pertinentes. En intégrant des opportunités sociales, récréatives, culturelles et axées sur le bien-être dans les réseaux de soutien aux victimes, cette initiative permet de s'assurer que les survivant-es reçoivent des soins complets qui vont au-delà des modèles cliniques traditionnels.

Les participant-es repartiront avec des outils et des stratégies pratiques pour mieux intégrer les programmes communautaires dans les services d'aide aux victimes et en apprendront plus sur l'importance de l'appartenance communautaire et de la participation à la guérison et à la résilience à long terme ; comment élaborer ou adapter leurs propres systèmes d'inventaire communautaire, en veillant à ce qu'ils saisissent efficacement les programmes, les services et les ressources locaux qui correspondent aux divers besoins des victimes ; comment tirer parti des soutiens communautaires existants en cartographiant et en intégrant les ressources non cliniques dans leurs modèles de services ; comment fournir aux client-es des outils pour explorer leurs intérêts personnels et leurs cheminements, ce qui leur permet de se connecter à des activités et à des réseaux qui favorisent leur rétablissement ; et comment appliquer une approche tenant compte des traumatismes et de la culture à l'élaboration des inventaires et à l'aiguillage.



Carol Branget (elle)
Directrice générale
Sexual Assault Crisis Centre of Essex County

Carol (M.S.S., TSA, Certification en neurofeedback) est directrice générale du Sexual Assault Crisis Centre of Essex County. Elle travaille dans le domaine de la violence fondée sur le genre (VFG) depuis plus de vingt ans et a passé une grande partie de ce temps à travailler avec des enfants victimes d'abus sexuels et leurs familles. Elle a donné des conférences sur les enfants ayant un comportement sexualisé, les traumatismes et le cerveau. Carol a également enseigné dans le cadre du programme de maîtrise en travail social pour professionnels de l'Université de Windsor. Carol croit fermement que l'établissement de liens au-delà du traumatisme est une étape importante pour aider les survivants à guérir.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.



Amy Peirone (elle)
Sexual Assault Crisis Centre of Essex County

Amy Peirone est professeure au département d'études communautaires de St. Clair College. Son expertise en recherche comprend la violence entre partenaires intimes (VPI) et la violence fondée sur le genre (VFG). Elle travaille actuellement sur des projets liés à la formation de base sur la VPI, à la compréhension du milieu des lignes d'écoute en matière de VFG et est la spécialiste de la liaison communautaire dans le cadre du projet SACC-WE. Amy est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université de Windsor et est également codirectrice du Centre de recherche en santé pour l'étude de la violence faite aux femmes et coordonnatrice du Comité de coordination sur la violence faite aux femmes de Windsor-Essex.



Christina Saint-Cyr (elle)
Sexual Assault Crisis Centre of Essex County

Christina, travailleuse sociale agréée, a obtenu son diplôme de maîtrise en travail social de l'Université de Windsor en 2023. Elle a de l'expérience dans le counseling post-traumatique pour les survivant-es d'agressions sexuelles et est actuellement spécialiste des utilisateurs de services au SACC-WE. Elle s'intéresse notamment à la violence fondée sur le genre, à la recherche et à la réconciliation autochtone. Ses recherches portent sur la décolonisation du milieu universitaire et de la pédagogie autochtone, ayant à son actif plusieurs publications dans ce domaine. Elle appuie également l'Initiative de planification de la sécurité des collectivités autochtones de Sécurité publique Canada en aidant les communautés autochtones à rédiger et à mettre en forme les plans de sécurité finaux.



Melissa St. Pierre (elle)
Sexual Assault Crisis Centre of Essex County

Melissa est chercheuse principale et gestionnaire au sein de l'équipe Psycho-Social Ethnography of the Commonplace, hébergée à l'Université Laurentienne et à l'Université du Nouveau-Brunswick, qui soutient la recherche axée sur les expériences des groupes marginalisés. Elle est également consultante et s'intéresse vivement à la recherche communautaire orientée vers l'action. Elle est titulaire d'un doctorat en psychologie sociale appliquée de l'Université de Windsor. Melissa est actuellement spécialiste des partenariats stratégiques au sein du projet SACC-WE.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.



13 h 00 à 14 h 30 (HAE)

ATELIER #6

Modèle de groupe consultatif par les pairs : Principes directeurs sur la traite des personnes des Services aux victimes de Toronto (atelier en anglais avec interprétation simultanée en français)

Les Services aux victimes de Toronto (SVT) offrent aux survivant-es de la traite des personnes des services qui tiennent compte des traumatismes et qui sont axés sur les survivant-es. Bien que les SVT embauchent des survivant-es qui ont aidé à orienter les programmes et les services, les SVT savaient qu'ils pourraient mieux servir ses clients en disposant d'un cadre formel pour éclairer tout son travail lié à la traite des personnes.

Les SVT ont mis sur pied leur groupe consultatif de pairs, qui est composé de survivant-es de la traite des personnes qui sont payé-es pour les consulter sur tout leur travail, car ils et elles sont les véritables expert-es. Les recommandations formulées par le groupe ont eu un impact positif sur les SVT. Par exemple, le programme des SVT, « Project Recover », a été rebaptisé « Reclaim » sur la base de l'évaluation du groupe.

Cet atelier sera coanimé par Julie Moore et Kaitlin Bick des SVT, ainsi que par des survivant-es et des membres du groupe consultatif de pairs. Les survivant-es et Julie présenteront le groupe consultatif de pairs et expliqueront sa fonction et ses principes directeurs. L'atelier explorera également le modèle de conception de programme centré sur l'utilisateur, y compris comment et où les participant-es peuvent l'appliquer au sein de leur propre communauté ou organisation.

En se concentrant sur les voix des survivants-e, les SVT ont renforcé leur capacité à fournir un soutien significatif et efficace aux personnes touchées par la traite des personnes. Le groupe consultatif de pairs veille à ce que l'expérience vécue éclaire directement ses programmes, en favorisant une approche dirigée par les survivant-es qui habilite les individus et améliore la prestation des services. Dans le cadre de cet atelier, les SVT partageront leurs apprentissages, encourageront la collaboration et soutiendront d'autres organisations dans l'adoption de modèles similaires tenant compte des survivant-es.



Kaitlin Bick (elle)

Spécialiste de la lutte contre la traite des personnes
Services aux victimes de Toronto

Kaitlin Bick, spécialiste de la lutte contre la traite des personnes, offre aux survivant-es un soutien tenant compte des traumatismes. Ardente défenseuse des droits de l'enfant, elle se surpasse pour s'assurer que chaque survivant-e reçoit le soutien individualisé dont il ou elle a besoin pour aller de l'avant dans sa vie. Son engagement indéfectible envers ses clients et sa capacité à naviguer dans des systèmes complexes permettent aux survivant-es d'avoir accès à des soutiens essentiels, comme des logements sécuritaires, des conseils, un accès aux soins de santé et un soutien alimentaire. Forte d'une expérience vécue, Kaitlin est une experte en traite des personnes et a donné des conseils sur tous les aspects du travail des Services aux victimes de Toronto, y compris ses programmes de

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.



prévention et d'intervention en matière de traite des personnes et « Reclaim », qui soutient les survivant-es ayant des dettes frauduleuses et coercitives.



Julie Moore (elle)

Spécialiste de la lutte contre la traite des êtres humains
Services aux victimes de Toronto

Julie Moore, directrice du programme de lutte contre la traite des personnes, est une militante dévouée qui compte plus de 13 ans d'expérience de travail avec les survivant-es de la traite et de l'exploitation des personnes. Forte d'une vaste expérience de première ligne, elle reconnaît l'importance d'offrir des soutiens immédiats et continus aux survivant-es. Julie a eu le privilège de soutenir de nombreuses personnes résilientes et courageuses dans leur cheminement vers la guérison. Julie travaille à partir d'une perspective tenant compte des traumatismes et fondée sur les forces afin de donner aux survivants les moyens de reconstruire leur vie. Elle est un membre actif de plusieurs comités communautaires axés sur la défense des droits, la collaboration et l'éducation pour soutenir les survivant-es.

Vendredi 16 mai 2025

11 h 00 à 12 h 30 (HAE)

ATELIER #7

Les enfants en tant que victimes et témoins : considérations relatives au développement pour professionnels de la justice (*atelier en anglais avec interprétation simultanée en français*)

Comprendre le développement des enfants dans trois domaines – cognitif, langage et mémoire – est essentiel pour les professionnels du système de justice pénale. La professeure Heather Price et ses collègues mettent actuellement à jour le rapport phare de 2002 de Louise Sas intitulé « [Interaction entre les capacités de développement des enfants et l'environnement d'une salle d'audience : Incidences sur la compétence à témoigner](#) » afin de refléter les recherches psychosociales les plus récentes sur le développement de l'enfant. Que vous soyez procureur-e, juge, agent-e d'application de la loi, fournisseur de services aux victimes ou autre professionnel-le de la justice pénale, vous voudrez vous joindre à la professeure Price dans cet atelier alors qu'elle donne un aperçu des connaissances les plus récentes sur le développement des enfants et des conséquences pour ceux qui travaillent avec des enfants dans le système de justice pénale.

Les objectifs d'apprentissage de cet atelier sont les suivants :

- 1) Comprendre les recherches actuelles sur le développement cognitif, langagier et de la mémoire des enfants ;
- 2) Comprendre comment cette recherche peut vous aider à mieux travailler avec les enfants, en tant que victimes ou témoins d'actes criminels ; et
- 3) Domaines dans lesquels plus de recherche ou une meilleure application de la recherche dans le système de justice pénale canadien sont nécessaires.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.



Heather Price (elle)
Chaire de recherche du Canada, professeur
Université Thompson Rivers

Dre Price est professeur de psychologie et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les enfants et le droit à l'Université Thompson Rivers. Les recherches de la Dre Price visent à faciliter la participation des enfants au système de justice en comprenant mieux comment les enfants se souviennent de leurs expériences et les rapportent. Ses recherches portent sur la mémoire des enfants, l'identification de témoins oculaires et les pratiques d'entrevues d'enquête. La Dre Price travaille régulièrement avec les services de police, les travailleurs

sociaux et les centres d'appui aux enfants et aux adolescents pour s'engager dans des pratiques fondées sur la recherche.

13 h 00 à 15 h 00 (HAE)

SESSION PLÉNIÈRE

Réagir avec soin : Transformer les services de police grâce au nouveau cadre canadien tenant compte des traumatismes (*atelier en anglais avec interprétation simultanée en français*)

Cette séance de formation présente le Cadre canadien d'intervention policière tenant compte des traumatismes, en mettant l'accent sur son impact sur les organismes d'application de la loi et les partenariats communautaires. Coprésenté par Valarie Gates, inspectrice du Service de police de Barrie, et Teresa MacLennan, directrice générale du Refuge pour les femmes et les enfants de Barrie, cet atelier explorera comment les pratiques collaboratives et tenant compte des traumatismes améliorent le soutien aux victimes, améliorent les relations entre la police et la communauté et créent des systèmes plus sécuritaires et mieux adaptés.

Après avoir assisté à cet atelier, les participant-es seront en mesure de :

- Comprendre les fondements d'un maintien de l'ordre tenant compte des traumatismes.
- Définir le traumatisme et ses effets sur les victimes, les interactions avec la police et la confiance de la communauté.
- Décrire les principes clés du Cadre canadien : la sécurité, la confiance, le choix, la collaboration et l'autonomisation.
- Reconnaître le rôle de la collaboration dans les interventions tenant compte des traumatismes.
- Mettre en évidence les partenariats fructueux entre la police, les refuges, les organismes de défense des droits et les services de soutien.
- Identifier les obstacles à la collaboration et les stratégies pour renforcer le travail d'équipe multisectoriel.
- Examiner des stratégies pratiques permettant aux organismes d'application de la loi et aux fournisseurs de services aux victimes de travailler ensemble de manière à tenir compte des traumatismes.
- Explorez des études de cas qui présentent des réponses collaboratives améliorant les expériences et les résultats des victimes.

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.

- Fournir des mesures concrètes pour intégrer le cadre dans les politiques, la formation et le travail de première ligne.
- Discuter de la façon dont la police et les organismes communautaires peuvent apprendre les uns des autres pour améliorer les interventions tenant compte des traumatismes.
- Encourager une culture de responsabilité partagée, où les organismes travaillent ensemble plutôt qu'en vase clos.
- Souligner le pouvoir des partenariats dans la création de systèmes de soutien plus sûrs et plus compatissants pour les victimes.

Cette présentation est un appel à l'action pour les policiers et policières et les organismes communautaires afin qu'ils adoptent le pouvoir de la collaboration et travaillent côte à côte pour créer des interventions plus sécuritaires et compatissantes pour les victimes d'actes criminels.



Val Gates (elle)
Inspectrice
Service de police de Barrie

Val Gates est une professionnelle chevronnée de l'application de la loi qui se consacre au soutien des victimes d'actes criminels. Forte de plus de deux décennies d'expérience, elle a commencé sa carrière au sein de la Police régionale de Peel en 1997. Au sein de l'Unité des crimes contre les personnes, elle a mis sur pied le Centre d'appui aux enfants de Barrie et a mis sur pied le projet Safe Horizon. Aujourd'hui inspectrice, Val a présidé et corédigé le Cadre de travail de

l'Association canadienne des chefs de police sur l'intervention policière tenant compte des traumatismes. Elle est également présidente du Centre d'appui aux enfants et aux adolescents de Simcoe Muskoka et vice-présidente du Refuge pour les femmes et les enfants de Barrie, remportant plusieurs prix prestigieux pour son service exemplaire.



Teresa MacLennan (elle)
Directrice générale
Refuge pour les femmes et les enfants de Barrie

Teresa est directrice générale du refuge pour les femmes et les enfants de Barrie depuis près de neuf ans. Teresa a travaillé dans le domaine des organismes à but non lucratif au cours des 38 dernières années dans divers organismes et niveaux de direction. Teresa offre une formation tenant compte des traumatismes dans le cadre du plan de sécurité et de bien-être communautaires, ainsi qu'au milieu des affaires et à d'autres organismes. Teresa est une formatrice certifiée en traumatologie, une spécialiste de la santé mentale des nourrissons et une travailleuse sociale agréée.

CÉRÉMONIES DE CLÔTURE

Les opinions exprimées lors des ateliers de la Semaine des victimes sont uniquement celles des conférenciers et conférencières et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Justice Canada.